

L'état De Coalition Permanent : Sociologie D'une Résilience Élitare Et D'une Stagnation Publique En RDC (2000–2025)

[The Permanent Coalition State : Sociology Of Elitist Resilience And Public Stagnation In The DRC (2000–2025)]

Amu Kabale John¹, Eale Kubolu Gbenye Albain², Mushiya Katende Nathalie³

¹Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa, Democratic Republic of the Congo

ORCID : <https://orcid.org/0009-0009-9132-5153>

E-mail : amukabale@gmail.com

²Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa, Democratic Republic of the Congo

ORCID : 0009-0004-1118-2732

E-mail : Albinlouis@yahoo.fr

³Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa, Democratic Republic of the Congo

ORCID : 0009-0004-6879-3227

E-mail : mushiyakatende1@gmail.com

Corresponding author: Amu Kabale John



Résumé : Cet article analyse la trajectoire politique de la République démocratique du Congo sur un quart de siècle (2000-2025) à travers le prisme de la « gouvernance par coalition ». Loin d'être une simple réponse conjoncturelle aux crises de légitimité, nous démontrons que la formation d'alliances hétéroclites (1+4, AMP, MP, FCC-CACH, Union Sacrée) s'est institutionnalisée comme une modalité structurelle de conservation du pouvoir. En mobilisant les concepts de path dependence (dépendance au sentier) et de néo-patrimonialisme, cette étude met en lumière comment la « rationalité du partage » a supplanté la rationalité administrative. Elle soutient que la transhumance politique agit comme un mécanisme de stabilité pour les élites, créant un « piège systémique » où la survie du régime dépend paradoxalement du maintien de la faiblesse institutionnelle de l'État.

Mots-clés : Coalitions, Néo-patrimonialisme, État failli, Union Sacrée, Partage du pouvoir, Parti-Cartel.

Abstract: This article analyzes the political trajectory of the Democratic Republic of Congo over a quarter of a century (2000–2025) through the lens of “coalition governance.” Far from being a mere conjunctural response to legitimacy crises, we demonstrate that the formation of heterogeneous alliances (1+4, AMP, MP, FCC-CACH, Union Sacrée) has been institutionalized as a structural modality for the preservation of power. Drawing on the concepts of path dependence and neo-patrimonialism, this study highlights how the “rationality of sharing” has supplanted administrative rationality. It argues that political transhumance acts as a stability mechanism for elites, creating a “systemic trap” where regime survival paradoxically depends on maintaining the institutional weakness of the State.

Keywords: Coalitions, Neo-patrimonialism, Failed State, Sacred Union, Power Sharing, Cartel Party.

1. INTRODUCTION

En cette fin d'année 2025, la République démocratique du Congo (RDC) présente le visage paradoxal d'un État où la crise ne constitue plus un événement exceptionnel, mais semble s'être installée comme un mode de gouvernement ordinaire.

La persistance des conflits armés dans l'Est du pays, malgré le désengagement progressif de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) amorcé en 2024 et la multiplication des initiatives diplomatiques régionales, témoigne d'une fragilité politique chronique qui ne saurait être réduite à de simples facteurs conjoncturels ou exogènes. Loin d'être uniquement le fruit de dynamiques exogènes ou d'une fatalité géopolitique, cette fragilité chronique apparaît, à l'analyse, comme le produit d'une dynamique interne spécifique : l'institutionnalisation des « coalitions de partage » héritées de la transition post-conflit.

La littérature existante sur la sociologie politique congolaise, souvent focalisée sur les concepts d'« État failli » (Failed State) ou de « transition inachevée », tend à décrire le système politique par ses manques : incapacité à exercer le monopole de la violence légitime, faiblesse des services publics ou déficit de légitimité démocratique [1], [2]. Toutefois, cette lecture par la négative peine à expliquer la remarquable résilience de la classe politique congolaise. Comment les mêmes acteurs occupent-ils le centre du jeu depuis le début du XXI^e siècle, survivant aux guerres, aux cycles électoraux contestés et aux changements de régime ?

Le présent article propose un renversement de perspective. Il postule que l'instabilité apparente de la RDC cache une stabilité structurelle fondée sur la « gouvernance par coalition ». De l'Accord global et inclusif de 2002 à l'Union Sacrée de la Nation consolidée jusqu'en 2025, la coalition ne fonctionne pas comme un outil de réforme programmatique, mais comme une technique de neutralisation politique et de distribution de la rente. Ce système entretient un cercle vicieux : la faiblesse institutionnelle empêche l'État de s'imposer, obligeant le pouvoir central à négocier des alliances précaires avec des élites locales ou des groupes armés, ce qui, en retour, affaiblit davantage l'autorité de l'État par la fragmentation des centres de décision [3], [4].

La problématique centrale de cette recherche est donc la suivante : dans quelle mesure l'institutionnalisation des coalitions de partage a-t-elle créé un « piège systémique » où la survie politique des acteurs dépend du maintien, voire de l'entretien, de la faiblesse institutionnelle de l'État ?

L'hypothèse centrale défendue ici est que ces coalitions successives ont produit un « piège systémique » dans lequel la survie politique des élites dépend paradoxalement du maintien d'un État institutionnellement faible. En mobilisant les concepts de dépendance au sentier (path dependence) et de néo-patrimonialisme, l'article montre comment la « rationalité du partage » distribution des postes, des ressources et des protections a progressivement supplanté la rationalité administrative et programmatique de l'action publique. Dans ce cadre, la transhumance politique n'apparaît plus comme une déviance morale, mais comme une stratégie rationnelle d'adaptation des acteurs aux contraintes structurelles du système.

L'originalité de cette recherche réside dans son dépassement des grilles de lecture traditionnelles. Plutôt que d'analyser la RDC sous l'angle du chaos, nous démontrons l'existence d'un ordre politique sophistiqué. Notre contribution empirique consiste à décrypter, sur le temps long (25 ans), la mécanique précise des coalitions comme technologie de gouvernement, éclairant par comparaison d'autres contextes post-conflit africains.

Au-delà du cas congolais, cette analyse éclaire les dynamiques des États post-conflit en Afrique (comme au Soudan du Sud ou en Centrafrique) où les accords de partage du pouvoir (power-sharing), conçus comme des solutions provisoires de pacification, tendent à devenir des régimes permanents de répartition de la rente, bloquant toute démocratisation réelle.

Pour étayer cette démonstration, l'article adopte une approche de sociologie politique longitudinale articulée à une analyse néo-institutionnaliste, couvrant la période 2000–2025. Notre démonstration s'organisera en quatre temps. Nous analyserons d'abord la genèse de ce modèle avec le système « 1+4 », véritable matrice du partage du pouvoir (I). Nous étudierons ensuite sa consolidation sous l'ère de Joseph Kabila à travers le concept de « parti-cartel » (II), avant de décrypter sa mutation récente sous l'ère de Félix Tshisekedi et l'avènement de l'Union Sacrée (III). Enfin, nous évaluerons le coût structurel de cette « paix des élites » pour le développement national (IV).

2. MÉTHODOLOGIE

Cette étude s'inscrit dans une démarche de sociologie politique qualitative à visée explicative. Pour analyser la résilience du système de coalition en RDC sur la période 2000-2025, nous avons mobilisé un protocole de recherche articulé autour du process tracing (traçage de processus) et d'une analyse de contenu manuelle.

2.1. Stratégie d'analyse : Process Tracing et tests de causalité

Afin de tester l'hypothèse de la « dépendance au sentier » (path dependence), nous avons opté pour la méthode du process tracing. Cette approche permet d'identifier les mécanismes causaux qui relient la matrice initiale (les Accords de Sun City de 2002) au résultat actuel (l'inertie institutionnelle de 2025). L'analyse ne se contente pas de décrire la succession des régimes, mais décrypte la chaîne de décisions qui a conduit à la reproduction systématique de la « logique de partage », malgré les changements d'acteurs politiques.

- **Le « Hoop Test » (Test du cerceau) :** Nous avons vérifié une condition nécessaire : l'hypothèse selon laquelle « toute crise de légitimité en RDC entraîne une expansion gouvernementale ». L'analyse systématique des quatre grandes crises (2003, 2011, 2016, 2020) valide cette condition : aucune crise ne s'est résolue par une réduction de la voilure étatique.

- **Le « Smoking Gun Test » (Test de l'arme fumante) :** Nous avons identifié des preuves directes de la subordination de l'administration à la logique partisane. L'accord de coalition FCC-CACH de 2019, instituant explicitement le contreseing politique des actes administratifs de gestion, constitue ici une « preuve irréfutable » du mécanisme causal paralysant l'État.

2.2. Constitution du corpus et méthode d'analyse

Le matériau empirique repose sur la triangulation de trois types de sources, soumises à une analyse de contenu thématique visant à repérer les récurrences discursives (ex : « paix », « partage », « stabilité ») et les pratiques administratives :

- **Sources normatives et juridiques :** Constitution de 2006, Accords politiques (Sun City, Saint-Sylvestre), et Ordonnances présidentielles de nomination. L'analyse de ces textes a permis d'objectiver l'inflation des postes ministériels.
- **Littérature grise et rapports techniques :** Rapports de suivi budgétaire du FMI (2019-2024), rapports de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et analyses du Groupe d'Étude sur le Congo (GEC). Ces données ont servi à mesurer l'écart entre les discours de réforme et la réalité de l'exécution budgétaire (dépenses de fonctionnement vs investissement).
- **Données factuelles :** Reconstitution des trajectoires individuelles des acteurs clés (transhumance politique) pour démontrer la stabilité du personnel politique au-delà de la volatilité des partis.

Contrairement aux approches quantitatives automatisées, nous avons privilégié un codage manuel itératif. Ce choix méthodologique se justifie par la nécessité d'interpréter les nuances sémantiques propres au langage politique congolais (ex : l'évolution du terme « inclusivité » qui est passé d'un impératif de paix en 2002 à un impératif de partage de rente en 2024).

2.3. Limites de la recherche

Cette étude présente certaines limites inhérentes à son design méthodologique. Premièrement, l'absence d'entretiens semi-directs avec les élites politiques se justifie par le caractère sensible du sujet et la difficulté d'obtenir des données fiables par voie déclarative dans un contexte de verrouillage politique. Nous avons privilégié l'analyse des actes (nominations, budgets) plutôt que des discours.

Deuxièmement, la reconstruction des trajectoires individuelles se heurte à l'informalité des réseaux d'influence en RDC ; notre analyse se limite donc aux fonctions officielles (ministres, mandataires), sans pouvoir tracer l'intégralité des flux financiers souterrains. Enfin, les données budgétaires officielles présentent parfois des biais, que nous avons tenté de corriger par la triangulation avec les rapports d'audits indépendants (IGF, FMI).

3. RÉSULTATS : L'INSTITUTIONNALISATION DU PARTAGE (2000-2025)

3.1. La matrice originelle : Le « 1+4 » et la quotaïsation de l'État (2000-2006)

L'analyse de la période contemporaine impose un retour à ce que l'on pourrait qualifier de « scène primitive » de la Troisième République : le Dialogue intercongolais de Sun City (2002). C'est à cet instant précis que se codifient les règles non écrites qui régissent encore la politique congolaise en 2025. Loin d'être une simple parenthèse historique, la transition de 2003-2006 a agi comme une matrice institutionnelle, créant un phénomène de « dépendance au sentier » (path dependence) dont le système politique actuel peine à s'extraire.

3.1.1. De la belligérance à la cooptation : L'invention du marché politique

Les Accords de Sun City ne doivent pas être lus simplement comme un traité de paix, mais comme l'acte fondateur d'un marché politique singulier où la capacité de nuisance militaire est convertie en capital administratif. L'intention originelle des médiateurs internationaux et des acteurs locaux était de mettre fin à la guerre civile par l'inclusion généralisée. Cependant, ce processus a instauré un précédent durable : l'accès aux postes ministériels, aux entreprises publiques et aux commandements militaires est devenu la monnaie d'échange standard pour acheter la paix [5].

Cette logique a transformé la violence en ressource politique. Les anciens belligérants, en intégrant le gouvernement de transition, n'ont pas renoncé à leurs réseaux de prédation économique ; ils les ont étatisés. Ce phénomène de cooptation a créé une incitation spécifique : pour exister politiquement et accéder à la rente nationale, la constitution d'une force armée ou la menace de déstabilisation est devenue un levier de négociation plus efficace que la mobilisation électorale. Comme le soulignent les travaux sur la sociologie des conflits dans la région des Grands Lacs, la frontière entre le « maquis » et le « ministère » est devenue poreuse, normalisant la figure du rebelle-ministre. Cette hybridation a durablement affaibli l'éthique administrative, substituant la loyauté factionnelle à l'intérêt général [6].

3.1.2. La « quotaïsation » de l'État et la féodalisation administrative

Le modèle inédit du « 1+4 » (un président et quatre vice-présidents issus des composantes belligérantes et de l'opposition civile) a introduit une innovation institutionnelle délétère : la répartition verticale des responsabilités étatiques. En attribuant des secteurs entiers de la vie nationale Économie et Finances, Reconstruction et Développement, Politique, Défense et Sécurité, Social et Culturel à des composantes politiques spécifiques, ce système a brisé l'unité de commandement de l'État.

Chaque vice-présidence a fonctionné durant cette période comme un « mini-État » ou un fief féodal, disposant de sa propre administration, de ses propres circuits financiers et de sa propre clientèle politique. Cette « quotaïsation » verticale a détruit la cohérence de l'action publique. Les ministères sont devenus des chasses gardées où le titulaire du poste rendait compte à sa composante politique avant de rendre compte à la hiérarchie gouvernementale.

À titre illustratif, la Commission Économique et Financière, dirigée par Jean-Pierre Bemba (MLC), et la Commission Politique, Défense et Sécurité, sous la tutelle d'Azarias Ruberwa (RCD-Goma), fonctionnaient comme des administrations parallèles. Les nominations au sein des entreprises publiques (OFIDA, OCC) dépendant de ces commissions obéissaient à une logique de placement de militants plutôt qu'à des critères de compétence, créant des « chasses gardées » étanches au sommet de l'État.

Bien que la formule constitutionnelle du « 1+4 » ait officiellement disparu avec les élections de 2006, sa grammaire persiste. En 2025, la formation des gouvernements successifs continue d'obéir à cette arithmétique des quotas, où la taille du gouvernement est dictée par la nécessité de satisfaire les appétits des membres de la coalition plutôt que par les besoins réels de l'administration. Cette sédimentation historique explique la difficulté chronique à réformer l'administration publique, celle-ci étant perçue non comme un outil de développement, mais comme un gâteau à partager.

3.2. L'ère du Parti-Cartel : De l'AMP à la saturation des réseaux (2006-2018)

La période dominée par la présidence de Joseph Kabila marque le passage d'une coalition de belligérants à une coalition de gouvernement, structurée autour de l'accès et du contrôle des ressources. Cette séquence voit l'émergence d'une logique que les

politistes Richard Katz et Peter Mair définissent comme le « parti-cartel » : une collusion entre les partis au pouvoir pour limiter la compétition politique et monopoliser les ressources de l'État [7].

3.2.1. L'AMP ou la coalition bouclier

L'Alliance de la majorité présidentielle (AMP), formée à la veille des élections de 2006, ne reposait pas sur une convergence idéologique forte, mais sur une double logique : défensive et rétributive. Défensive, car il s'agissait de protéger le chef de l'État contre les menaces institutionnelles et sécuritaires dans un contexte post-conflit fragile. Rétributive, car la fidélité des alliés était garantie par la distribution de postes et l'accès aux circuits économiques.

Dans cette configuration, la majorité parlementaire ne fonctionne pas comme un lieu de débat législatif, mais comme une chambre d'enregistrement et un bouclier politique. Le chef de l'État, pivot du système, assure la distribution stratégique des ressources aux chefs de partis alliés, qui agissent comme des courroies de transmission vers leurs bases électorales respectives. Cette structure pyramidale a favorisé une centralisation de la rente tout en maintenant une apparence de pluralisme. Le clientélisme n'est plus ici une dérive du système, il en devient le mode opératoire central. L'allégeance prime sur la compétence, et la menace d'exclusion du « cercle du pouvoir » et donc de l'accès aux ressources agit comme un puissant mécanisme de discipline interne [8].

3.2.2. La Majorité Présidentielle (MP) et la saturation des réseaux

La mutation de l'AMP vers la Majorité Présidentielle (MP) en 2011, puis la création du Front Commun pour le Congo (FCC) en 2018, illustrent le mécanisme d'absorption progressive des partis satellites. Face à la montée de la contestation sociale et à l'érosion de sa légitimité populaire au fil des mandats, le régime a réagi non pas par des réformes structurelles, mais par l'élargissement de la coalition.

L'exemple paradigmatique de cette logique fut le gouvernement de « cohésion nationale » issu des Concertations nationales de 2013. Ce mécanisme a permis l'absorption de figures majeures de l'opposition institutionnelle, telles que Thomas Luhaka ou Germain Kambinga (MLC), nommés ministres non pas pour appliquer le programme de leur parti, mais pour neutraliser la capacité de nuisance parlementaire de leur formation d'origine.

Cette stratégie s'est manifestée par l'organisation récurrente de « dialogues nationaux » ou de « concertations », débouchant invariablement sur des gouvernements dits de « cohésion nationale ». L'objectif tactique est de neutraliser l'opposition en cooptant ses cadres les plus influents. Cependant, cette stratégie de survie par l'absorption a un coût économique et institutionnel croissant. Plus la coalition s'élargit pour inclure les opposants d'hier, plus le nombre de postes à distribuer augmente.

Cela a conduit à une inflation de l'appareil d'État : démantèlement des ministères, création de postes de vice-ministres, multiplication des agences publiques et des conseillers à la Présidence. Ce mécanisme de saturation finit par paralyser l'action publique, le budget de l'État étant prioritairement alloué au fonctionnement des institutions c'est-à-dire à la rémunération du personnel politique au détriment de l'investissement public. C'est cet héritage d'une administration pléthorique, politisée et budgétivore qui constitue le legs majeur de la période 2006-2018.

3.3. La transhumance comme norme : Du FCC à l'Union Sacrée (2019-2025)

L'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi en 2019 et la recomposition politique qui a suivi jusqu'en 2025 offrent un terrain d'observation privilégié pour analyser la plasticité des alliances congolaises. Cette période démontre que la trahison politique, loin d'être une anomalie, constitue une norme rationnelle d'adaptation des élites aux fluctuations du centre de gravité du pouvoir.

3.3.1. L'échec de la bicéphalie (FCC-CACH)

La coalition FCC-CACH (2019-2020), née d'un compromis post-électoral inédit entre le nouveau président et son prédécesseur, a rapidement démontré les limites de la cohabitation dans un système néo-patrimonial. La paralysie observée durant ces deux années s'explique par une incompatibilité structurelle : le néo-patrimonialisme nécessite un « distributeur unique » de ressources pour fonctionner efficacement. L'existence de deux centres de commandement (la Présidence et la ferme de Kingakati) a créé une

incertitude sur la chaîne de redistribution de la rente. Les réseaux clientélistes se sont trouvés bloqués, ne sachant à quel saint se vouer pour garantir leur accès aux prébendes.

Cette paralysie s'est matérialisée de façon spectaculaire lors du blocage, pendant plus de six mois en 2019, des nominations à la tête des entreprises publiques stratégiques (Gécamines et SNCC). Le refus du ministre du Portefeuille (issu du FCC) de contresigner les ordonnances présidentielles a démontré que la signature administrative était devenue l'otage des rapports de force partisans.

Comme l'analyse Jean-Claude Willame à propos des dynamiques de pouvoir en Afrique centrale, « la dyarchie est impossible là où l'État est perçu comme une ressource privée indivisible » [9].

L'effondrement de cette alliance fin 2020 n'était donc pas un accident, mais une correction systémique nécessaire pour rétablir l'unicité du commandement patronal.

3.3.2. L'Union Sacrée et le triomphe du transformisme

Le basculement spectaculaire de la majorité parlementaire en 2021, consolidé par les élections de 2023, a vu la naissance de l'Union Sacrée de la Nation (USN). Ce moment constitue un cas d'école de « transhumance politique ». En l'espace de quelques semaines, des centaines de députés et de cadres ont quitté le FCC pour rejoindre le nouveau pouvoir, sans que cela ne s'accompagne de nouvelles élections législatives (en 2021).

Ce phénomène ne peut s'expliquer par une soudaine conversion idéologique. Il relève de ce que la sociologie politique nomme le « transformisme » : la capacité des élites à changer de label partisan pour conserver leurs positions sociales et leurs accès aux ressources étatiques [10]. En 2025, l'Union Sacrée apparaît moins comme une force de rupture que comme le recyclage du personnel politique des régimes précédents. Pour le député ou le ministre, changer de camp est une question de survie matérielle. Ce mécanisme rend l'alternance politique inopérante sur le plan administratif.

Ce basculement n'aurait pas été possible sans l'intervention décisive du pouvoir judiciaire, illustrant l'interpénétration entre la coalition au pouvoir et les organes de régulation. Les arrêts de la Cour Constitutionnelle et du Conseil d'État, validant la déchéance du Bureau de l'Assemblée nationale pro-Kabila puis autorisant les députés à changer de famille politique en cours de mandat, ont agi comme des verrous juridiques. Cette « juridicisation » de la coalition démontre que le droit n'est plus un garde-fou, mais une ressource politique mobilisable pour légaliser l'instabilité des alliances [11]. Ainsi, les têtes changent, mais les pratiques de gestion et les réseaux d'influence au sein des ministères et des entreprises publiques demeurent, assurant une continuité de la prédation sous de nouveaux sigles.

Cette dynamique de sédimentation politique se traduit physiquement par l'inflation des équipes gouvernementales. Comme le résume le tableau ci-après, la taille des exécutifs n'a cessé d'osciller autour de niveaux pléthoriques, indépendamment des impératifs d'austérité budgétaire, confirmant que la fonction première du gouvernement reste le maillage clientéliste.

Tableau 1 : Évolution de la gouvernance de coalition et inflation gouvernementale en RDC (2003–2025)

<i>Période</i>	<i>Coalition Dominante</i>	<i>Contexte de formation</i>	<i>Format du Gouvernement (Taille approx.)</i>	<i>Logique de distribution de la rente</i>
2003–2006	Transition « 1+4 »	Fin de la guerre civile (Accord de Sun City)	61 membres, (4 VPs, 36 Ministres, 25 Vice-M.)	Quotaïsation militaire : Chaque groupe armé reçoit un secteur entier de l'État.
2006–2011	AMP (Alliance de la Majorité Présidentielle)	Premières élections démocratiques	44 membres, (Gvt Gizenga)	Rétribution électorale : Récompense des alliés du second tour présidentiel.
2012–2018	MP (Majorité Présidentielle)	Crise de légitimité 2011 & Guerres de l'Est	47 à 59 membres, (Gvts Matata II, Badibanga, Tshibala)	Absorption (Cohésion nationale) : Élargissement pour coopter l'opposition radicale.
2019–2020	FCC-CACH	Alternance négociée (Accords secrets)	66 membres (Gvt Ilunkamba)	Bicéphalisme : Nécessité de satisfaire deux « Rois » (Kabila et Tshisekedi).
2021–2025	Union Sacrée de la Nation (USN)	Rupture de la coalition & Guerre du M23	54 à 57 membres (Gvts Sama Lukonde, Suminwa)	Saturation géopolitique : Représentation de chaque micro-mosaïque pour éviter la fronde parlementaire.

Source : Élaboration propre de l'auteur à partir des ordonnances présidentielles de nomination (2003-2024).

4. DISCUSSION : MÉCANISMES DE RÉSILIENCE ET COÛT DU NON-DÉVELOPPEMENT

Les résultats présentés ci-dessus démontrent une continuité structurelle. Cette section discute les mécanismes qui permettent cette résilience et en évalue le coût pour le développement, en comparant le modèle congolais à d'autres trajectoires africaines.

4.1. L'immunité et l'éviction budgétaire

La coalition fonctionne comme un mécanisme de protection judiciaire mutuelle. La nécessité de maintenir la cohésion de l'alliance hétéroclite oblige le chef de l'État à fermer les yeux sur les malversations de ses partenaires clés. Les tentatives de contrôle, initiées par des organes comme l'Inspection générale des finances (IGF) ou la Cour des comptes, se heurtent souvent au mur de la solidarité gouvernementale.

Lorsqu'un membre influent de la coalition est mis en cause, la menace de retirer le soutien de son groupe parlementaire ou de sa base régionale suffit souvent à paralyser l'action judiciaire. Ainsi, le poste ministériel ou la direction d'une entreprise publique agit comme une immunité de fait. La lutte contre la corruption devient alors sélective, ciblant prioritairement les adversaires politiques ou les maillons faibles de la coalition, épargnant les piliers du système [12].

4.2. L'éviction des politiques publiques par les dépenses de fonctionnement

L'analyse des lois de finances entre 2006 et 2025 révèle une constante macroéconomique : l'éviction des dépenses d'investissement par les dépenses de fonctionnement. Le coût de la coalition est budgétivore. Il faut financer un gouvernement pléthorique (dépassant régulièrement les 50 membres), des institutions budgétivores et une multitude de structures ad hoc.

Cette logique de partage affecte directement l'efficacité de la chaîne de commandement militaire. La gestion de l'état de siège, instauré en 2021 dans le Nord-Kivu et l'Ituri, a révélé des rivalités internes où les nominations des gouverneurs militaires et la gestion des fonds d'opérations ont parfois obéi à des équilibres politiques à Kinshasa plutôt qu'à des impératifs opérationnels sur le terrain. L'effort de guerre se trouve ainsi dilué par la bureaucratie de coalition, rendant la réponse aux offensives du M23 lente et fragmentée [13].

La formation du gouvernement Suminwa en mai 2024 confirme cette inertie structurelle. Malgré les promesses de réduction du train de vie de l'État dans un contexte de guerre, l'exécutif a maintenu une architecture pléthorique de 54 membres. Ce gigantisme, justifié par la nécessité de représenter chaque mosaïque de l'Union Sacrée, continue de peser sur le Trésor public, absorbant des ressources qui font cruellement défaut à l'effort de guerre ou aux services sociaux de base.

Les rapports de suivi budgétaire du ministère du Budget pour l'exercice 2024 indiquent que les frais de fonctionnement des institutions politiques (Présidence, Gouvernement, Parlement) ont connu un taux d'exécution dépassant souvent les 150%, tandis que les investissements sur ressources propres peinaient à atteindre 30%. Ce déséquilibre structurel, dénoncé régulièrement par le FMI, est le coût comptable direct de la paix des braves entre élites : il faut payer le personnel politique avant de construire des routes [14].

Tableau 2 : Disparités d'exécution budgétaire entre fonctionnement des institutions et investissements (Moyenne 2021-2024)

Rubrique Budgétaire	Prévision annuelle moyenne (Mds CDF)	Exécution annuelle moyenne (Mds CDF)	Taux d'exécution moyen (%)
Fonctionnement Institutions (Présidence, Primature, Parlement)	~ 1 800	~ 2 650	147 % (Surtension)
Rémunérations (Salaires & Primes cabinets politiques)	~ 5 200	~ 6 100	117 % (Surtension)
Investissements (Sur ressources propres)	~ 3 500	~ 980	28 % (Sous-exécution)

Source : Compilation de l'auteur sur base des Rapports de suivi de l'exécution du budget (Ministère du Budget) et Rapports des services du FMI (2021-2024).

Comme l'illustre le Tableau 2 ci-dessus, le différentiel est flagrant : alors que les institutions politiques consomment systématiquement plus que leur dotation initiale (surtension budgétaire), les investissements structurants ne sont exécutés qu'au tiers, faute de liquidités disponibles.

Les ressources de l'État sont ainsi absorbées par le « train de vie des institutions », euphémisme désignant la redistribution de la rente aux élites politiques. En conséquence, les secteurs sociaux (santé, éducation) et les infrastructures structurantes sont relégués au rang de variables d'ajustement. Comme le souligne l'économiste Oasis Kodila Tedika, « la rationalité politique de survie à court terme écrase systématiquement la rationalité économique de développement à long terme » [15]. Le système ne produit pas de biens publics, il produit de la loyauté politique.

Cette dynamique de partage de la rente n'est pas exclusive à la RDC. Elle rappelle le concept de « prébendalisme » théorisé par Richard Joseph au Nigeria [16], ou la « politique du ventre » camerounaise [17].

Toutefois, le cas congolais se distingue par son caractère systémique et permanent. La comparaison avec le Kenya est ici éclairante. Si le Kenya a connu une expérience de « Grande Coalition » (Grand Coalition Government) entre 2008 et 2013 suite aux violences post-électorales, celle-ci est restée une parenthèse exceptionnelle refermée par le retour à une compétition électorale classique. Comme le note Nic Cheeseman, le partage du pouvoir en Afrique de l'Est a souvent servi de « pont » vers la normalisation [18].

En RDC, à l'inverse, la coalition n'est pas un pont, mais la destination finale. Le modèle congolais apparaît ainsi comme un cas extrême où la logique de « Big Coalition » a totalement absorbé l'État, là où elle n'a fait que le suspendre temporairement au Kenya. Contrairement aux modèles européens (Allemagne) visant une majorité de gouvernement, la coalition à la congolaise vise une majorité de partage, rendant l'institution étatique exsangue.

4.3. Le piège systémique et la comparaison régionale

La persistance de ce système en 2025, en dépit des discours officiels prônant le « changement de mentalité », s'explique par un phénomène de verrouillage des opportunités politiques. En République démocratique du Congo, la faiblesse structurelle du secteur privé formel fait de l'État le principal, sinon l'unique, canal d'accumulation rapide de richesses et de prestige social. Contrairement à d'autres démocraties où un opposant peut survivre économiquement dans les affaires ou le monde académique en attendant l'alternance, l'acteur politique congolais qui quitte la coalition s'expose à une « mort sociale » et financière.

Cette contrainte matérielle crée une dépendance existentielle à l'égard du pouvoir en place. Elle explique pourquoi les tentatives de dissidence interne, que ce soit au sein du FCC hier ou de l'Union Sacrée aujourd'hui, finissent presque toujours par un retour au bercail ou par la marginalisation. Le système fonctionne comme un aspirateur : il intègre les nouvelles élites émergentes (jeunes, société civile) et les soumet immédiatement à la logique de la rente par un processus d'isomorphisme institutionnel. Les nouveaux entrants, pour survivre politiquement, doivent adopter les codes et les pratiques des anciens [19].

Dès lors, la rupture tant annoncée devient illusoire. Le renouvellement générationnel observé lors des élections de 2023, avec l'arrivée de jeunes députés à l'Assemblée nationale, ne s'est pas traduit par un renouvellement des pratiques. Ce verrouillage systémique confirme l'hypothèse selon laquelle la RDC n'est pas victime d'une instabilité chronique, mais d'une trop grande stabilité de ses modes de reproduction élitare, rendant toute réforme endogène particulièrement ardue sans un choc externe majeur.

CONCLUSION

Synthèse : Du provisoire au structurel

Au terme de cette analyse longitudinale (2000-2025), il apparaît que la « gouvernance par coalition » en RDC ne constitue plus une étape transitoire de pacification, mais s'est cristallisée en un mode de gouvernement pérenne. Les changements d'acronymes (de l'AMP à l'Union Sacrée) masquent une stabilité remarquable de la grammaire du pouvoir : la conversion de la menace politique ou militaire en rente administrative. Ce système a produit une « stabilité paradoxale » qui garantit la survie des élites au prix de l'efficacité de l'État, piégé par une rationalité de partage qui préempte toute capacité d'investissement public.

Perspectives et Recommandations : Sortir du piège systémique

Si la RDC semble enfermée dans un équilibre de sous-développement, notre analyse permet de dégager trois hypothèses de réformes structurelles. Celles-ci ne doivent pas être lues comme un programme politique, mais comme les conditions systémiques nécessaires pour briser la « dépendance au sentier » identifiée dans cette étude :

- **L'hypothèse du découplage administratif** : L'analyse du fonctionnement des entreprises publiques suggère que la rationalité administrative ne peut être restaurée sans une autonomisation de la fonction publique technique vis-à-vis des cycles électoraux. La suppression de la logique tacite des « quotas » partisans dans les nominations techniques apparaît comme une variable déterminante pour transformer l'administration en outil de développement plutôt qu'en instrument de rente.
- **L'hypothèse de la soutenabilité budgétaire** : Au regard des déséquilibres financiers constatés (Tableau 2), il semble qu'une inversion du ratio fonctionnement / investissement soit mathématiquement impossible sans une réduction drastique du format gouvernemental. L'institutionnalisation de normes contraignantes limitant la taille de l'Exécutif constituerait, selon ce modèle, un prérequis pour dégager des marges de manœuvre budgétaires.

- **L'hypothèse de la redevabilité exogène** : Enfin, la pérennité du système de coalition reposant sur une protection mutuelle des élites, l'étude indique que seule une rupture du « pacte d'immunité » pourrait modifier le calcul coût/bénéfice des acteurs. Cela implique que l'efficacité des organes de contrôle (IGF, Cour des Comptes) est corrélée à leur capacité à s'auto-saisir et à sanctionner, indépendamment des arbitrages de l'opportunité politique.

En somme, le défi pour la République démocratique du Congo dépasse la simple alternance des individus. Il réside dans la transformation des structures d'incitation qui, aujourd'hui encore, font de la politique la principale voie d'accumulation économique.

Financement :

Cette recherche n'a reçu aucune subvention spécifique de la part d'un organisme de financement public, commercial ou à but non lucratif.

Déclaration de divulgation :

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêts lié à ce travail.

REFERENCES

- [1] T. Trefon, *Réforme au Congo (RDC) : attentes et désillusions*, Paris : L'Harmattan, 2009.
- [2] P. Englebert, « Why Congo Persists : Sovereignty, Globalization, and the Violent Reproduction of a Weak State, » *Queen Elizabeth House Working Paper Series*, no. 95, 2003.
- [3] J.-M. V. M. Kanzira, « La paix piégée : entre containment diplomatique et statu quo orchestré, » *Cahiers du CRIG*, vol. 4, no. 1, pp. 12-28, 2024.
- [4] P. Jacquemot, *La paix dans l'Est de la République démocratique du Congo*, Rabat : Policy Center for the New South, 2024.
- [5] G. De Villers, « République démocratique du Congo. De la guerre aux élections, » *Cahiers africains*, no. 81-82, Tervuren/Paris : Institut Africain/L'Harmattan, 2009.
- [6] K. Vlassenroot and T. Raeymaekers, « The politics of rebellion and intervention in Ituri : the emergence of a new political complex, » *African Affairs*, vol. 103, no. 412, pp. 385-412, 2004.
- [7] R. S. Katz and P. Mair, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party, » *Party Politics*, vol. 1, no. 1, pp. 5-28, 1995.
- [8] C. Goossens, « L'économie politique de la domination en RDC, » *Politique africaine*, no. 129, pp. 67-88, 2013.
- [9] J.-C. Willame, *Les faiseurs de paix au Congo : Gestion d'une crise régionale dans un État sous tutelle*, Bruxelles : GRIP, 2007.
- [10] M. Camau and V. Geisser, *Le syndrome autoritaire : Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris : Presses de Sciences Po, 2003.
- [11] J. Omasombo Tshonda, « RDC : La justice constitutionnelle à l'épreuve des crises politiques, » *Congo-Afrique*, no. 564, pp. 108-125, 2022.
- [12] Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (ACAJ), Rapport annuel 2023 : *La lutte contre la corruption à l'épreuve de la politique*, Kinshasa, 2024.
- [13] Groupe d'Étude sur le Congo (GEC/Ebuteli), *L'état de siège : une thérapie inadaptée ?*, Rapport d'analyse, Kinshasa, 2023.
- [14] Fonds Monétaire International (FMI), *Rapport des services du FMI sur les consultations de 2024 avec la République démocratique du Congo*, Washington D.C., 2024.

-
- [15] O. Kodila Tedika, *Économie politique de la RDC : prédation et sous-développement*, Kinshasa : Éditions Universitaires Africaines, 2021.
- [16] R. A. Joseph, *Democracy and Prebendal Politics in Nigeria : The Rise and Fall of the Second Republic*, Cambridge : Cambridge University Press, 1987.
- [17] J.-F. Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris : Fayard, 1989.
- [18] N. Cheeseman, « The Internal Dynamics of Power-Sharing in Africa, » *Democratization*, vol. 18, no. 2, pp. 336-365, 2011.
- [19] K. Berwouts, *République Démocratique du Congo : Une histoire de guerres, d'espoir et de cupidité*, Tervuren/Paris : Institut Africain/L'Harmattan, 2019.